

Les quartiers d'habitation informels sont-ils des villages urbains?

Le cas de la périphérie de Ouagadougou

22 novembre 2011

Clémentine Rossier

Institut National d'Etude Démographique, Paris

Institut Supérieur des Sciences de la Population, Université de Ouagadougou

clementine.rossier@ined.fr

Abdramane Soura

Institut Supérieur des Sciences de la Population, Université de Ouagadougou

asoura@issp.bf

Bruno Lankoande

Institut Supérieur des Sciences de la Population, Université de Ouagadougou

blankoande@issp.bf

Roch Millogo

Institut Supérieur des Sciences de la Population, Université de Ouagadougou

rmillogo@issp.bf

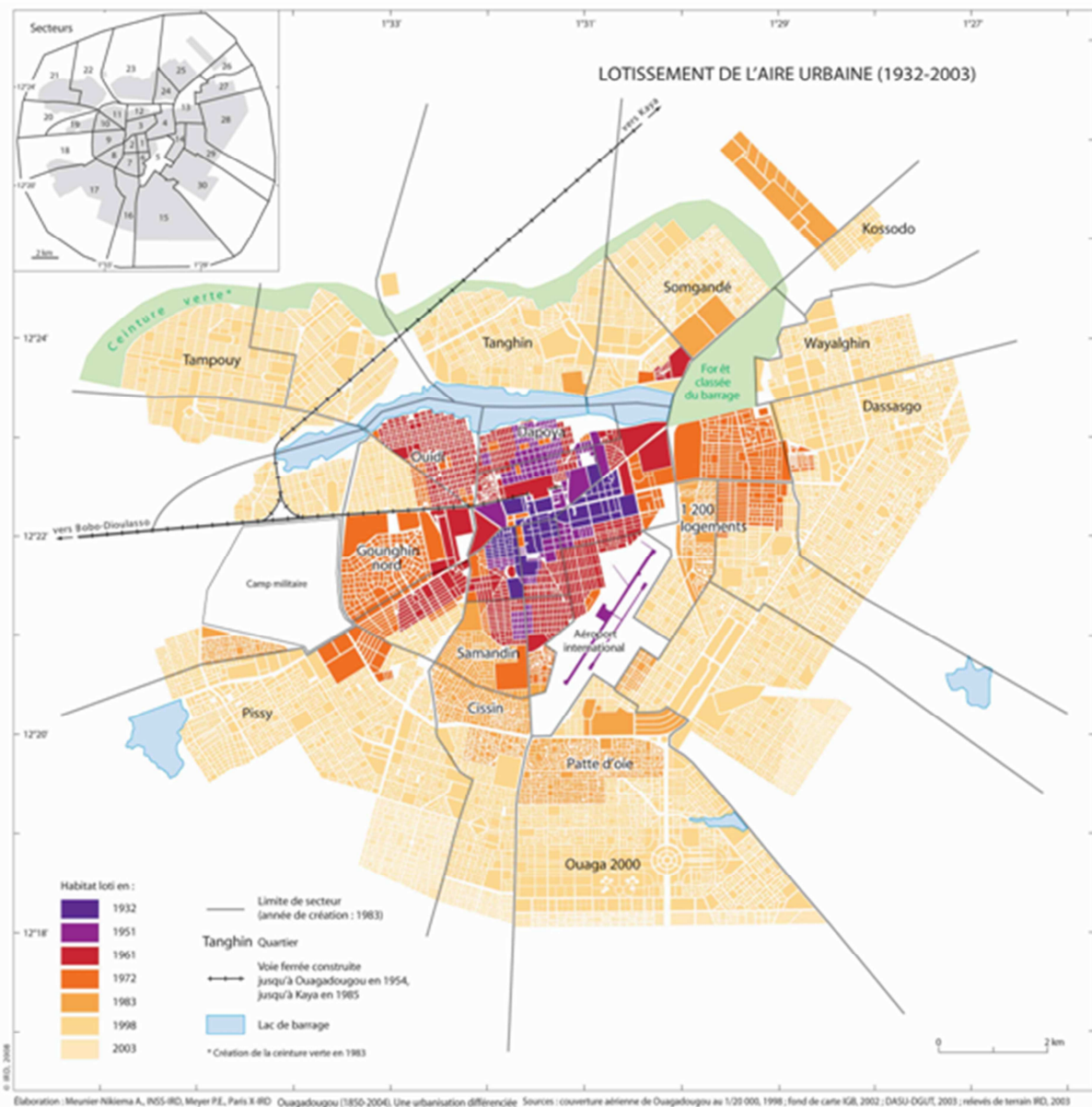
Résumé [187 mots]

Comme les autres villes africaines, Ouagadougou, la capitale du Burkina Faso, connaît une croissance démographique rapide. Une part importante de sa population habite dans des zones dites « non loties », c'est à dire des quartiers d'habitation informels, sis sur les terres d'anciens villages qui étaient avant distincts de Ouagadougou. Ces quartiers sont dépourvus d'accès aux services urbains (eau, électricité, routes, etc.) Par ailleurs, une part importante de la population de Ouagadougou n'y est pas née, et les migrants (souvent du milieu rural) tendent à s'établir dans les quartiers périphériques de la ville. Pour toutes ces raisons, les quartiers « non lotis » sont souvent perçus comme des lieux qui ne sont que partiellement urbanisés. Dans cette analyse, nous utiliserons des données de l'Observatoire de Population de Ouagadougou, qui suit environ 80 000 individus dans cinq quartiers périphériques de la ville depuis la fin 2008 pour nous interroger sur la pertinence de la perception des quartiers non lotis comme des « villages urbains ». Nous comparerons les habitants des deux types de zones en fonction de leurs caractéristiques démographiques et économiques, et des caractéristiques de leur habitat.

Introduction

Ouagadougou, qui était un bourg rural au début du 20ème siècle, est resté jusqu'à la fin de la colonisation (1960) une ville de petite taille; elle comptait environ 170 000 habitants au recensement de 1975 (Hien et Compaoré 2004). La croissance urbaine augmente brusquement au cours des années 1970, alimentée par l'exode d'un milieu rural en pleine croissance démographique et des années de grande sécheresse. La ville « légale » (avec un découpage des terres enregistré au cadastre et un équipement en services urbains tels que les rues, l'électricité et l'eau courante), construite en grande partie par les colons, ne suffit plus à loger les flux d'arrivants, qui s'installent sur les terres à la lisière de la ville. Ces terres sont toujours régies par le droit foncier coutumier; les autorités coutumières attribuent des parcelles aux nouveaux arrivants en échange d'un don, et ces derniers s'en considèrent propriétaires, créant un système à mi-chemin entre le droit foncier moderne et coutumier. Ces zones d'habitat informel sont nommées « zones non loties » par opposition aux « zones loties », régies par le droit foncier moderne.

Figure 1



Le gouvernement révolutionnaire qui prend le pouvoir en 1983 se trouve « face à une capitale ingérable [...] La population de Ouagadougou est estimée [alors] à 445 000 personnes dont 60% vivent dans les espaces urbains non lotis » (Fournet et al. 2008, p. 39). Ce gouvernement va s'engager dans une vaste opération de « lotissement commando », censée viabiliser tous les espaces non lotis, et qui multiplie par trois la superficie de la ville légale (Figure 1). La méthode d'aménagement progressif (MAP) est mise au point à cette époque. « Les concessions des quartiers non-lotis et leurs populations résidentes sont recensées avant que les parcelles fraîchement tracées, conformément au plan de lotissement, soient attribués selon des stricts critères comme être propriétaire de la parcelle non lotie » (Fournet et al. 2008, p. 42).

Cependant, malgré cette avancée spectaculaire du loti, le non loti ressurgi au début des années 1990, toujours à la lisière des zones formelles. Mais le lotissement massif des années 80 a changé la nature du non loti. « Le lotissement de masse et le système progressif d'attribution des parcelles ont généré une spéculation foncière généralisée, ainsi que la production d'un nouveau type de non loti. Outre les populations précarisées qui résident effectivement en zone non lotie et qui réclament une parcelle, des familles du centre ont cherché à étoffer leurs patrimoines fonciers en faisant occuper des constructions illégales à des parents, en attendant une prochaine opération de recensement et d'octroi de terrains » (Fournet et al. 2008, p. 44).

Ouagadougou était peuplé de 700 000 habitants en 1996, et de près de 1,5 millions d'habitants au recensement de 2006, ce qui correspond à une croissance intercensitaire de 7.6% par an, une croissance forte par rapport à la période intercensitaire précédente (4.4%). Les lotissements se poursuivent dans les années 1990 et 2000, permettant de juguler dans une certaine mesure la croissance des espaces non lotis. Cependant, malgré ces efforts, Boyer et Delaunay estime qu'en 2009, les non lotis abritaient 33% de la population Ouagalaise (2009, p. 35).

La ville a donc connu une expansion formidable au cours des quatre dernières décennies, tant en nombre d'habitants qu'en terme d'espace occupé. Ouagadougou est construite de manière horizontale (les immeubles d'habitation à étages sont rares), et aucun obstacle géographique n'est venu en limiter l'expansion spatiale. Du fait de cet étalement, des villages qui étaient il y a encore une décennie séparés de la capitale (qu'ils fassent partie ou non de la commune de Ouagadougou), font maintenant partie de l'agglomération urbaine

Cette croissance brusque et cet étalement prononcé ont créé une structure démographique très différente au centre et en périphérie (Fournet et al, 2008). Les vieux quartiers centraux sont habités par de nombreuses personnes âgées qui en ont été les premiers habitants dans les années 50 et 60 ; ces personnes âgées habitent souvent avec un de leurs fils et des petits-enfants adolescents. Les nouveaux quartiers en périphérie sont habités par les autres enfants des occupants des quartiers centraux devenus des adultes et qui ont des jeunes familles, et par des immigrants du milieu rural, arrivés jeunes en ville, souvent hébergés d'abord en zone lotie, et qui s'installent en périphérie lorsqu'ils fondent une famille (Schoumaker, Beauchemin et Dabiré, 2002).

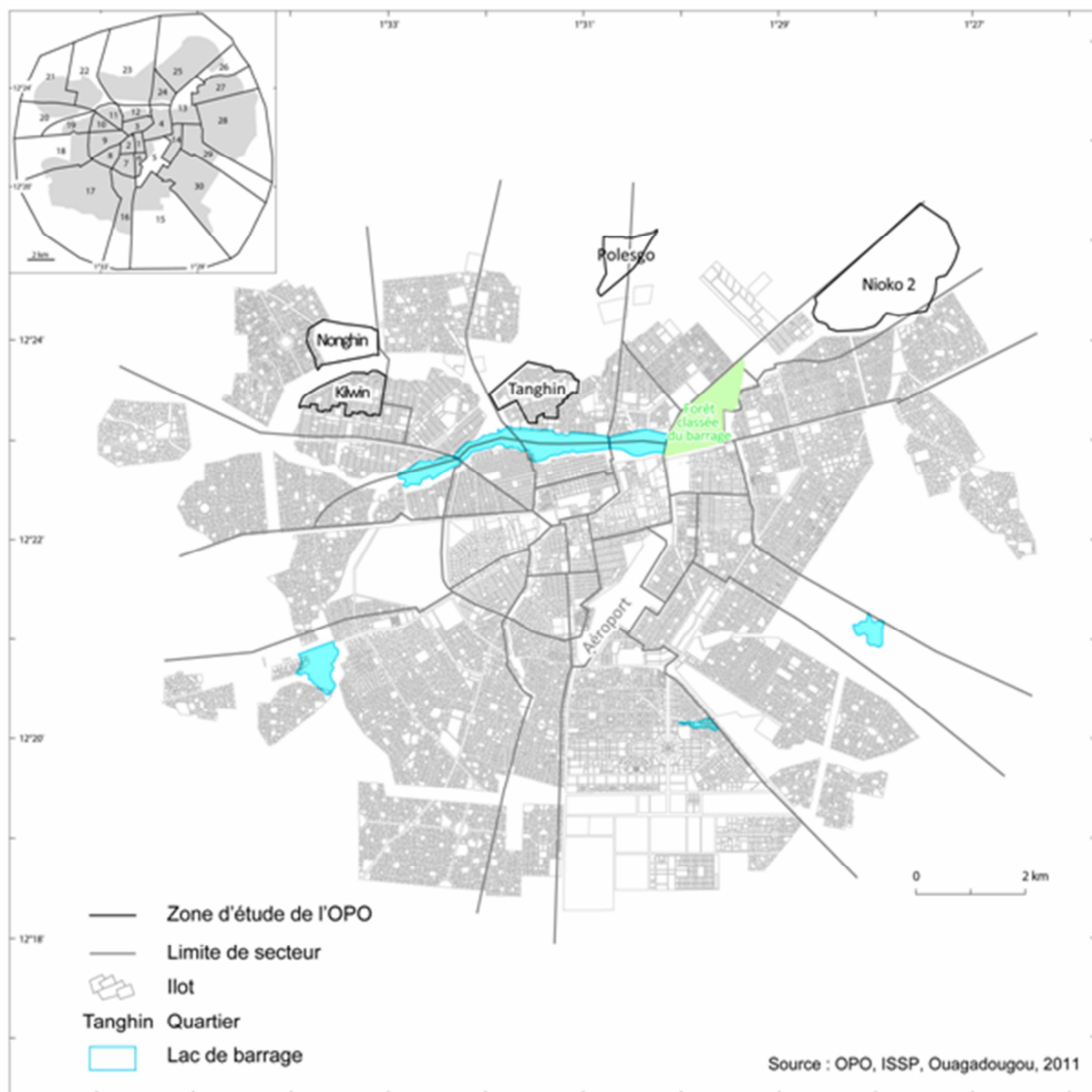
Les quartiers non lotis ressemblent au milieu rural par certains aspects (pas de réseau électrique, pas d'adduction d'eau, pas de routes goudronnées, ..) De plus, les habitants des zones non loties sont plus souvent originaires du milieu rural par rapport à d'autres quartiers périphériques de la ville. Enfin, les quartiers non lotis ont grandi sur les terres d'anciens villages qui étaient auparavant distincts de la ville, mais qui ont été rattrapé par elle. Il est dès lors tentant de voir les quartiers non

lotis comme des « villages urbains », c'est-à-dire des espaces à mi-chemin entre le monde rural et le monde urbain. Nous questionnerons ici cette vision, en comparant les habitants des deux types de zones en fonction de leurs caractéristiques démographiques et économiques et des caractéristiques de leur habitat, à partir de données de l'Observatoire de Population de Ouagadougou.

Données

L'Observatoire de Population de Ouagadougou (www.issp.bf/OPO) est une initiative de l'Institut Supérieur des Sciences de la Population de l'Université de Ouagadougou, avec un premier soutien financier de la Fondation Wellcome Trust et l'appui scientifique de nombreux partenaires¹.

Figure 3. Localisation des zones suivies par l'Observatoire de Population de Ouagadougou



¹ L'Institut de Recherche en Sciences de la Santé (IRSS) et l'Institut National des Sciences Sociales (INSS) au Burkina Faso, l'Institut National d'Etudes Démographiques (INED) et l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) en France, l'Université Catholique de Louvain en Belgique, University College London en Grande Bretagne, l'Université de Montréal et l'Université d'Ottawa au Canada, et le Population Council aux Etats-Unis.

L'OPO vise à être un lieu d'études et de tests d'interventions touchant à différents domaines de l'action publique, afin de fournir aux décideurs aux niveaux communal, régional, et national des données empiriques et actualisées favorisant la prise de décision. L'OPO est membre du réseau INDEPTH qui regroupe les sites de suivi démographiques du monde (www.indepth.org.)

Après une phase pilote de 2002 à 2006 sur une population de 5000 individus, l'OPO s'est implémenté à partir de 2008 à la périphérie Nord de la ville et y suit environ 80 000 individus. La population suivie est répartie entre deux quartiers viabilisés (Kilwin, Tanghin) et trois quartiers d'habitat spontané (Nonghin, Polesgo, Nioko 2). L'unité suivie est l'unité collective d'habitation (UCH).

Un premier recensement entre octobre 2008 et avril 2009 a permis de recenser toutes les unités d'habitation des quartiers suivis et tous leurs habitants, en distinguant les résidents des visiteurs. Les résidents sont des personnes qui habitent (dorment) habituellement dans l'unité d'habitation depuis plus de 6 mois ; un visiteur est une personne qui a dormi la nuit passé dans l'habitation mais y dort depuis moins de 6 mois. On collecte des informations sur l'âge, le sexe, l'ethnie, le statut de résidence (visiteur / résident), le statut marital, et le lien au chef de ménage de toutes les personnes nouvellement enregistrées, et cela à chaque round.

La liste exhaustive des unités d'habitation et de leurs habitants est actualisée à chaque passage des enquêteurs : le Round 1 a eu lieu de mai 2009 à novembre 2009 ; le Round 2 de février 2010 à novembre 2010. Le Round 3 est en cours. Les 24 agents de terrains sont répartis sur l'ensemble du territoire suivi, de manière à assurer que la progression soit faite simultanément dans les zones loties et non loties, pour éviter d'imposer des biais de saisonnalité aux enquêtes transversales qui viennent se greffer sur la collecte de routine de l'OPO. Les agents relèvent à chaque passage les événements démographiques ayant eu lieu depuis le dernier passage : nouveaux arrivants, départs, naissances, décès, changements dans le statut marital, et changement de chef de ménage. Chaque événement est répertorié à travers une fiche, qui permet de collecter un certain nombre d'informations (raisons du départ ou de l'arrivée, lieu de l'accouchement, etc.) Chaque décès fait l'objet d'une autopsie verbale, diagnostiquée ensuite par une équipe de 8 médecins locaux. Au Round 1, on a collecté des informations supplémentaires sur tous les résidents dans le cadre du « baseline » : les biens des ménages, les caractéristiques de l'habitat, l'activité, le niveau d'instruction de chaque membre résidents, et les vaccinations des enfants de moins de 5 ans. Ces informations sont actualisées au R3.

De plus, on a relevé au Round 1 des informations invariantes sur chaque résident (informations qui auraient dû être collectées au R0, car ce sont des informations qui sont notées à l'entrée dans le système, mais ont été reportées au R1 pour alléger la première collecte): la religion, quelques informations sur leur trajectoire migratoire des plus de 15 ans (lieu de naissance, année de la première arrivée à Ouaga, lieu de résidence avant la première arrivée à Ouaga, si la personne est répartie pour plus de 3 mois dans un lieu de résidence antérieur au cours de l'année précédente), ainsi que des informations succinctes sur les histoires maritales et génésiques des adultes. Aux rounds suivants, ces informations sont collectées pour toutes personnes qui deviennent résidentes dans le système et tout résident qui atteint son 15^{ème} anniversaire en ce qui concerne les histoires migratoires. L'ensemble de ces données sont présentées dans un rapport descriptif (Rossier Soura et al. 2011) ; ce rapport évalue également la qualité des données collectées.

Résultats

Une population sélectionnée de jeunes familles en non loti

Une partie des différences entre les habitants des zones loties et ceux des zones non loties se comprennent à la lumière des logiques foncières spécifiques au non loti. Ainsi, s'il y a plus de « propriétaires » en non loti, et très peu de locataires (Tableau 1), c'est parce que ces terrains sont censés faire l'objet d'un lotissement dans le futur. Les gens du non loti qui veulent acquérir un terrain au moment d'un futur lotissement occupent eux-mêmes une parcelle acquise contre une somme remise aux propriétaires traditionnels des terres. D'autres habitants occupent gratuitement une parcelle par des relations qui espèrent acquérir une parcelle au lotissement.

Tableau 1. Chefs de ménage propriétaires ou locataires ou logés (résidents R1) par quartiers

	Propriétaire*	Locataire	Logé	Total	Non renseignés	Total
Loti	3966 61,9%	1505 23,5%	937 14,6%	6408	858 11,8%	7266
Non loti	7685 80,8%	186 2,0%	1646 17,3%	9517	1192 11,1%	10709
Total	11651 73,2%	1691 10,6%	2583 16,2%	15925	2050 11,4%	17975

*Propriétaire ou co-propiétaire

Tableau 2. Statut marital des chefs de ménage (résidents R1) par sexe et quartiers

	Homme			Femme				Total
	Célibataire	En union*	Veuf / séparé / divorcé	Célibataire	En union	Séparée/ divorcée	Veuve	
Loti	863 13,90%	5207 83,60%	161 2,60%	82 7,90%	444 42,90%	62 6%	447 43,20%	7266
NONGHIN	1010	3764	79	32	360	91	313	5649
Non loti	1953 20,90%	7211 77,20%	172 1,80%	71 5,20%	585 42,60%	152 11%	565 41,20%	10709
Total	2816 18,10%	12418 79,80%	333 2,10%	153 6,40%	1029 42,70%	214 8,90%	1012 42%	17975

* En union : cohabitation ou cérémonie de mariage (traditionnelle, religieuse ou civile). Les catégories « célibataire », et « séparé, divorcé et veuf » sont définies par rapport à cette notion de l'union ; par exemple « séparé » = a été en union mais ne l'ai plus suite à une rupture.

La plus forte proportion de ménages d'hommes célibataires en non loti (Tableau 2) se comprend par ces stratégies d'acquisition de parcelles. De même, la composition par âge très particulière en non loti (beaucoup de jeunes adultes et de petits enfants) s'explique par le fait que ce sont surtout des jeunes familles qui s'installent en non loti (Figure 3 et 4).

Figure 3

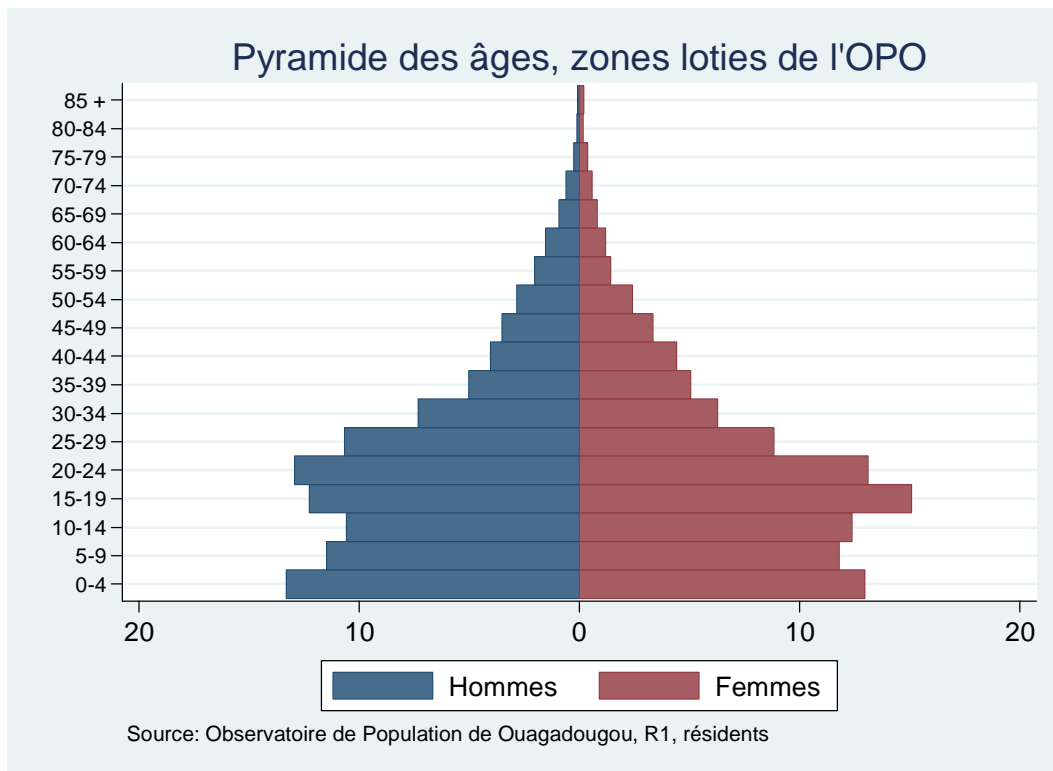
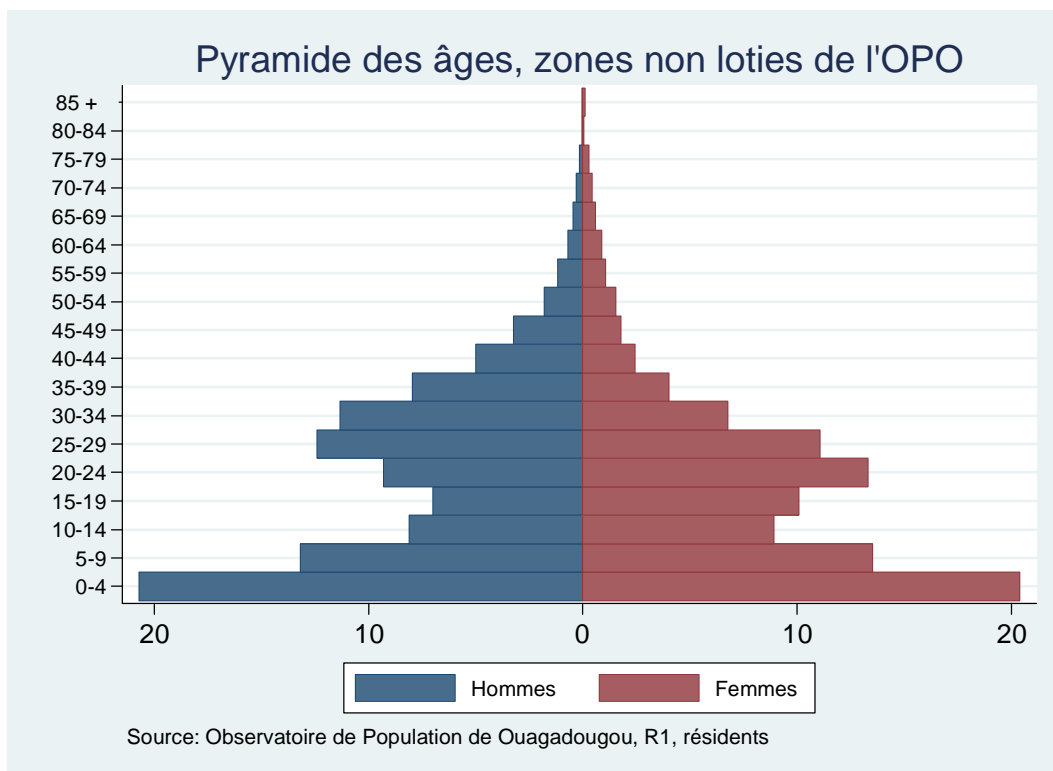


Figure 4



Que l'on soit en loti ou en non loti, il faut rappeler que la population des périphéries de Ouagadougou est très jeunes : l'âge moyen dans les quartiers lotis de l'OPO est de 22.3 contre 20.1 dans les quartiers non lotis (Rossier, Soura et al. 2011).

Les ressemblances entre le non loti et le milieu rural

Comme les habitants du milieu rural, les habitants des quartiers non lotis ne bénéficient pas de l'accès aux réseaux nationaux d'électricité, d'eau courante et de téléphone fixe (Tableaux 3, 4 et 5).

Tableau 3. Source d'énergie pour l'éclairage des ménages (résidents R1) par quartiers

	Electricité Sonabel	Lampe kérosène	Lampe de poche	Autres	Total renseigné	NSP	Total
Loti	3634 56,8%	2125 33,2%	469 7,3%	174 2,7%	6402	6 0,1%	6408
Non loti	27 0,3%	5799 61,0%	2728 28,7%	959 10,1%	9513	4 0,0%	9517
Total	3661 23,0%	7924 49,8%	3197 20,1%	1133 7,1%	15915	10 0,1%	15925

Tableau 4. Mode d'approvisionnement en eau des ménages (résidents R1) par quartiers

	Robinet dans maison	Robinet dans cour	Borne-fontaine collective	Forage	Pompe manuelle	Vendeurs d'eau	Autres	Total
Loti	1046 16,3%	1976 30,9%	2730 42,7%	88 1,4%	8 0,1%	450 7,0%	101 1,6%	3663
non loti	3 0,0%	69 0,7%	7483 78,7%	565 5,9%	994 10,4%	327 3,4%	72 0,8%	6804
Total	1049 6,6%	2045 12,9%	10213 64,2%	653 4,1%	1002 6,3%	777 4,9%	173 1,1%	15912

Tableau 5. Nombre de téléphones fixes par ménage (résidents R1) par quartiers

	0	1 ou plus	Total
Loti	5542 86,5%	865 13,5%	6407
Non loti	9398 98,7%	119 1,3%	9517
Total	14940 93,8%	984 6,2%	15925

Tableau 6. Lieu de naissance des 15 ans et plus* (résidents R1) par quartiers

	Ouaga	autre ville Burkina	rural Burkina	Côte d'Ivoire	Autre pays Africains	Autre pays	NSP	Total renseigné	Non renseigné	Total
loti	8181 35,8%	1813 7,9%	9467 41,4%	3008 13,1%	230 1,0%	15 0,1%	167 0,7%	22881	4090 15,2%	26971
non loti	3689 19,7%	1130 6,0%	12008 64,2%	1689 9,0%	121 0,6%	14 0,1%	50 0,3%	18701	2684 12,6%	21385
Total	11870 28,5%	2943 7,1%	21475 51,6%	4697 11,3%	351 0,8%	29 0,1%	217 0,5%	41582	6774 14,0%	48356

* Les histoires migratoires sont collectées pour tous les résidents à partir de 15 ans.

Par ailleurs, la population du non loti est souvent née en milieu rural. Seuls 29% des résidents des 15 ans et plus des quartiers suivis par l'OPO sont des natifs de Ouagadougou, et cette proportion est plus grande en loti (36%) qu'en non loti (20%). La plus grande partie des résidents de l'OPO de 15 ans et plus sont nés en milieu rural burkinabé (52% des résidents de 15 ans et plus) ; cette proportion atteint 64% en non loti, contre 41% en loti (Tableau 6).

Les ressemblances entre le non loti et le milieu urbain loti

Malgré l'origine souvent rurale de ses habitants (adultes), le non loti est un espace urbain par bien des aspects. Tout d'abord, on notera que bien que les maisons soient en banco en non loti, le style d'habitat n'est pas traditionnel : toutes les maisons sont carrées avec des toits en tôles (sauf quelques concessions formant les anciens villages rattrapés par la ville). De plus, si toutes les maisons sont en banco dans le non loti (et non en matériaux plus durables), c'est aussi parce que tout investissement y est vain, ces habitations étant vouées à la destruction dans les années qui viennent.

Tableau 7. Nature des murs des ménages (résidents R1) par quartiers

	Brique ciment	Banco	Autres	Total renseigné	NSP	Total
Loti	4346 67,9%	607 9,5%	34 0,5%	6400	8 0,1%	6408
Non loti	74 0,8%	8253 86,7%	71 0,7%	9514	3 0,0%	9517
Total	4420 27,8%	11389 71,6%	105 0,7%	15914	11 0,1%	15925

Tableau 8. Nature du toit des ménages (résidents R1) par quartiers

	Tôles	Autre	Total renseigné	NSP	Total
Loti	6298 98,4%	102 1,6%	6400	8 0,1%	6408
Non loti	9390 98,7%	125 1,3%	9515	2 0,0%	9517
Total	15688 98,6%	227 1,4%	15915	10 0,1%	15925

Si le style de construction des constructions des habitations n'est pas du tout villageois, nos données montrent également que le non loti n'est pas agricole du point de vue des activités économiques : en témoigne la faible proportion d'agriculteurs et la possession rare d'animaux dans les quartiers non lotis comme dans les quartiers lotis.

Les domaines d'activités économique en loti et en loti sont très semblables, et sont dominés par le commerce et la construction (Tableau 9). On notera toutefois que les fonctionnaires s'installent rarement en non loti, sans doute parce que la stabilité de leur emploi leur permet un accès au crédit et donc l'achat de parcelles de terrain en zone lotie. L'agriculture est une activité économique résiduelle dans certains quartiers non lotis très récents, qui étaient encore des villages il y a peu, comme Polesgo. On notera également le cas particulier du quartier loti de Tanghin, situé à côté du barrage et qui comprend des zones de maraîchage : un part non négligeable d'habitants y travaille dans l'agriculture.

Tableau 9. Domaine d'activité des actifs de 15-64 ans (résidents R1) par quartiers

	Commerce	Construction	Administration	Fabrication	Agriculture	Transport	Autres	NSP	Total
KILWIN	2297 39,7%	417 7,2%	759 13,1%	457 7,9%	193 3,3%	240 4,1%	462 8,0%	968 16,7%	5793
TANGHIN	3016 48,0%	429 6,8%	602 9,6%	516 8,2%	525 8,4%	164 2,6%	599 9,5%	432 6,9%	6283
Loti	5313 44,0%	846 7,0%	1361 11,3%	973 8,1%	718 5,9%	404 3,3%	1061 8,8%	1400 11,6%	12076
NONGHIN	2578 41,5%	693 11,2%	197 3,2%	455 7,3%	350 5,6%	348 5,6%	305 4,9%	1280 20,6%	6206
POLESGO	624 38,3%	212 13,0%	61 3,7%	124 7,6%	319 19,6%	39 2,4%	136 8,3%	116 7,1%	1631
NIOKO2	1690 48,2%	403 11,5%	163 4,6%	280 8,0%	167 4,8%	77 2,2%	330 9,4%	399 11,4%	3509
Non loti	4892 43,1%	1308 11,5%	421 3,7%	859 7,6%	836 7,4%	464 4,1%	771 6,8%	1795 15,8%	11346
Total	10205 43,6%	2154 9,2%	1782 7,6%	1832 7,8%	1554 6,6%	868 3,7%	1832 7,8%	3195 13,6%	23422

Peu de ménages possèdent des animaux agricoles (grands ruminants, petits ruminants, chevaux ou ânes) dans les quartiers de l'OPO, dans les quartiers lotis comme non lotis. On note toutefois une petite zone d'éleveurs à Nioko, qui est un quartier proche de l'abattoir.

Tableau 10. Nombre de grands ruminants possédés par les ménages (résidents R1) par quartiers

	Ménages avec grands ruminants	Ménages avec petits ruminants	Ménages avec chevaux ou ânes	Total
KILWIN	43 1,3%	107 3,2%	80 2,4%	3365
TANGHIN	36 1,2%	170 5,6%	61 2,0%	3043
Loti	79 1,2%	277 4,3%	141 2,2%	6408
NONGHIN	62 1,2%	116 2,2%	153 2,9%	5239
POLESGO	10 0,8%	36 2,8%	68 5,4%	1265
NIOKO2	80 2,7%	228 7,6%	243 8,1%	3013
non loti	152 1,6%	380 4,0%	464 4,9%	9517
Total	231 1,5%	657 4,1%	605 3,8%	15925

Les différences entre le non loti et le milieu urbain loti

Si le loti et le non loti se ressemblent du point de vue des activités économiques de leurs habitants, le non loti reste caractérisé par une plus grande pauvreté : ses habitants ont un niveau d'éducation plus faible, ils ont des activités génératrices de revenus plus précaires, et possèdent moins de biens

de consommation. Parce que les coûts de vie y sont moindre (pas de loyer, de factures d'eau, d'électricité), le non loti attire les populations urbaines les plus pauvres.

Tableau 11. Niveau d'éducation des 15 ans et plus*(résidents R1) par quartiers et sexe

	Aucun	Primaire	Secondaire	Supérieur	Total renseigné	Non renseigné	Total
Loti	8331 36,2%	5570 24,2%	7794 33,9%	1321 5,7%	23016	3955 14,7%	26971
Non loti	11029 59,0%	4480 24,0%	3048 16,3%	148 0,8%	18705	2680 12,5%	21385
Total	19360 46,4%	10050 24,1%	10842 26,0%	1469 3,5%	41721	6635 13,7%	48356

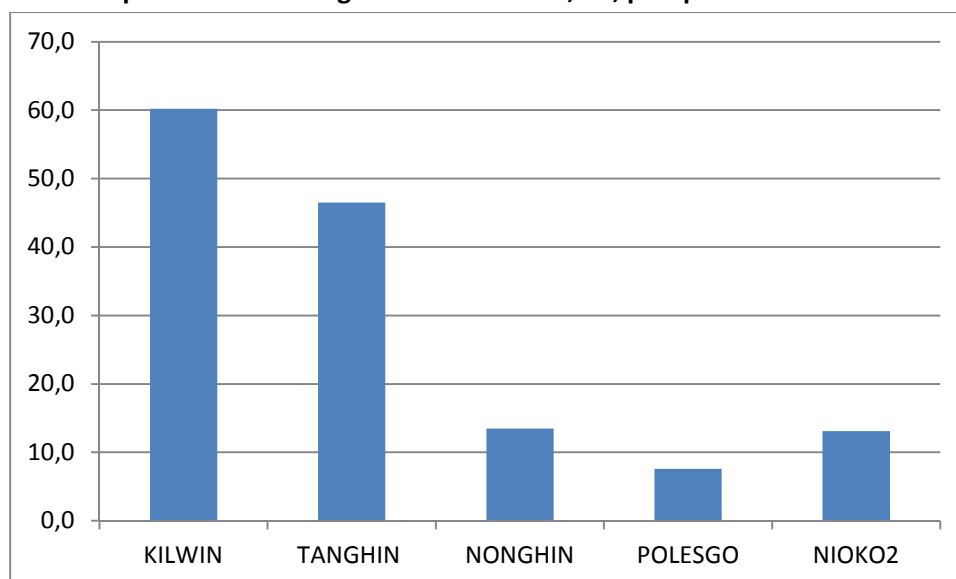
En tout 46% des résidents des 15 ans et plus n'ont pas été à l'école, et cette proportion est nettement plus faible en zone lotie (36%) qu'en zone non lotie (59%).

Tableau 12. Situation dans l'activité des actifs de 15-64 ans (résidents R1) par quartiers et sexe

	Patron	Employé (public)	Employé (privé)	Indépendant	Travailleur non payé	Total actifs
Loti	56 0,5%	1323 11,0%	2729 22,6%	6433 53,3%	1535 12,7%	12076
non loti	26 0,2%	343 3,0%	2457 21,7%	7495 66,1%	1024 9,0%	11346
Total	82 0,4%	1666 7,1%	5186 22,1%	13928 59,5%	2559 10,9%	23422

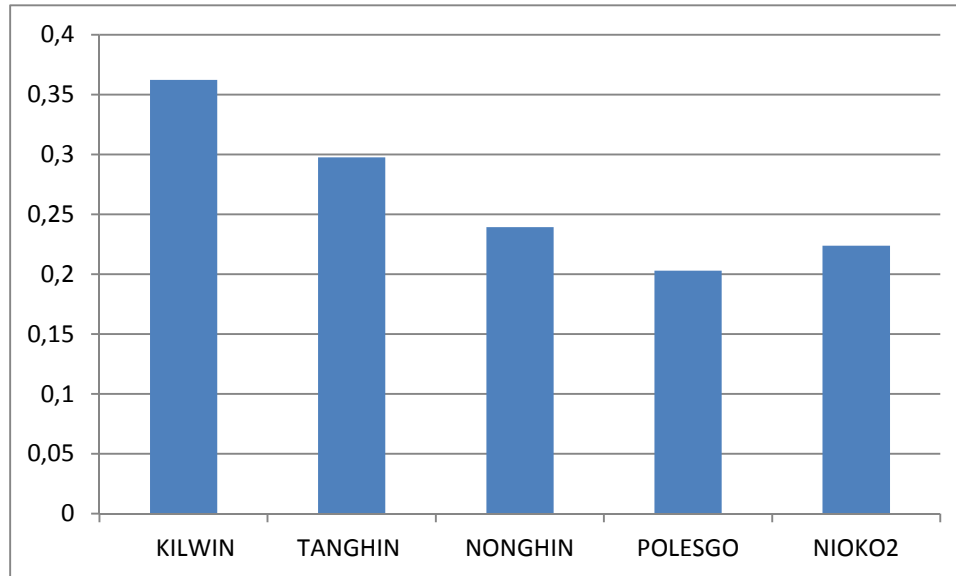
Quel que soit leur sexe, les actifs de 15 à 64 ans ont des positions dans l'activité moins élevées et moins stables dans les quartiers non lotis comparés aux quartiers lotis : alors que 53% des actifs (tous sexes confondus) sont « indépendants » en loti, ils sont 66% dans ce cas en non loti ; alors que 11% des actifs sont des salariés du public en loti, seuls 3% sont dans ce cas en non loti. Les « indépendants » sont des travailleurs qui ne reçoivent pas de salaire fixe, n'emploient aucun salarié, et gagnent leur revenu de manière indépendante (petits commerçants, petits artisans, ..)

Figure 5 : Proportion des ménages avec téléviseur, R1, par quartiers



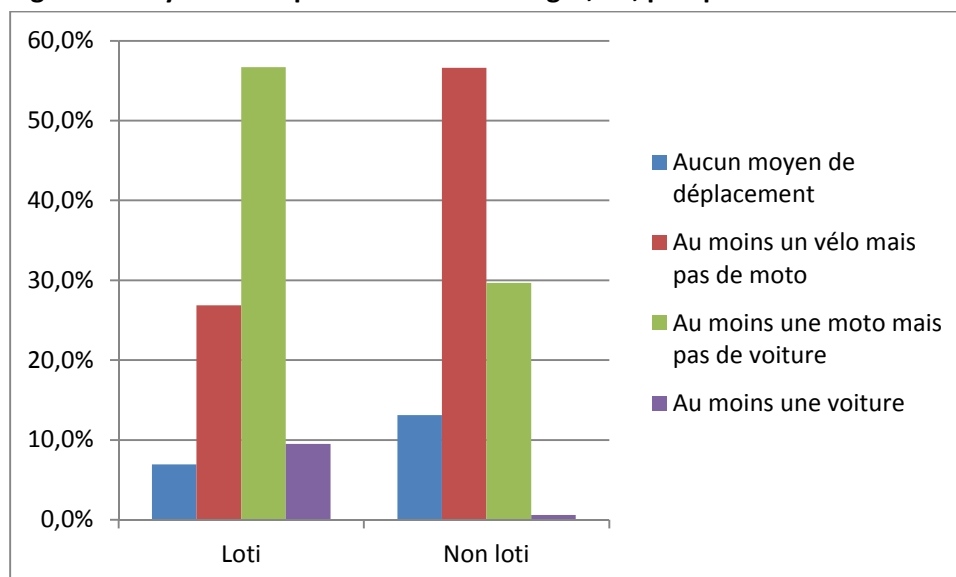
En tout, 29% des ménages de l'OPO possèdent au moins un téléviseur, le reste n'en possédant pas. La différence est marquée entre le loti et le non loti : seuls 13% des ménages possèdent au moins un téléviseur en non loti contre 54% en loti (Figure 5).

Figure 6. Nombre moyen de téléphone portable par membre du ménage R1, par quartiers



En ce qui concerne la possession de téléphone portable, les différences sont importantes entre loti et non loti : 15% des ménages n'ont pas de téléphone portable en loti, contre 40% en non loti. Le nombre de téléphone portable par ménage dépend du nombre de membres du ménage. En contrôlant par le nombre moyen de membres du ménage, on compte en moyenne 3 téléphone pour 10 résidents en loti, contre 2 téléphone pour 10 résidents en non loti (Figure 6).

Figure 7. Moyens de déplacement des ménages, R1, par quartiers



Les ménages avec au plus une moto domine en loti (57%), alors qu'en non loti ce sont les ménages avec au plus un vélo (57%) qui sont les plus nombreux. Par ailleurs, 7% des ménages en loti ne possède aucun moyen de transport, alors que 13% des ménages sont dans ce cas en non loti.

Une autre différence entre le loti et le non loti est que les conditions sanitaires sont nettement plus dégradées en non loti, à la fois parce que les services publics d'assainissement font défaut, parce que les habitants du non loti ont moins de moyens, mais aussi parce qu'ils ne veulent pas investir dans des logements qui restent temporaire.

Tableau 13. Type de toilettes des ménages (résidents R1) par quartiers

	Chasse d'eau	Latrines simples	Latrines améliorées	Aucun	Autre	Total renseigné	NSP	Total
Loti	350 5,5%	5551 86,7%	425 6,6%	60 0,9%	16 0,2%	6402	6 0,1%	6408
Non loti	66 0,7%	8275 87,0%	61 0,6%	965 10,1%	147 1,5%	9514	3 0,0%	9517
Total	416 2,6%	13826 86,9%	486 3,1%	1025 6,4%	163 1,0%	15916	9 0,1%	15925

La plupart des ménages utilisent des latrines simples ou améliorées (90%). Cette proportion est à peine plus grande en loti (93%) en loti qu'en non loti (88%). Par contre, l'utilisation de toilette avec chasse d'eau, qui est assez rare en loti (6%), est pratiquement inexistant en non loti. Il est en effet assez difficile d'envisager des toilettes avec chasse d'eau sans branchement au réseau d'eau courante. Inversement, alors que presque aucun ménage ne dispose d'aucun type de toilette en non loti (1%), cette proportion est relativement élevée en non loti (10%).

Tableau 14. Mode d'évacuation des ordures ménagères des ménages (résidents R1) par quartiers

	Poubelle avec ramassage	Centre de pré-collecte	Terrain vague	Dans la rue	Tas dans la cour	Autre	Total
Loti	2644 41,3%	345 5,4%	2195 34,3%	633 9,9%	482 7,5%	107 1,7%	6406
non loti	60 0,6%	45 0,5%	5644 59,3%	2901 30,5%	485 5,1%	378 4,0%	9513
Total	2704 17,0%	390 2,4%	7839 49,2%	3534 22,2%	967 6,1%	485 3,0%	15919

Tableau 15. Mode d'approvisionnement en eau des ménages (résidents R1) par quartiers

	Robinnet dans maison	Robinnet dans cour	Borne-fontaine collective	Forage	Pompe manuelle	Vendeurs d'eau	Autres	Total
Loti	1046 16,3%	1976 30,9%	2730 42,7%	88 1,4%	8 0,1%	450 7,0%	101 1,6%	3663
non loti	3 0,0%	69 0,7%	7483 78,7%	565 5,9%	994 10,4%	327 3,4%	72 0,8%	6804
Total	1049 6,6%	2045 12,9%	10213 64,2%	653 4,1%	1002 6,3%	777 4,9%	173 1,1%	15912

De grandes différences existent entre le loti et le non loti du point de vue de l'évacuation des déchets ménagers (Tableau 14) : en loti, 41% des ménages recourent à un service de ramassage ou déposent directement leurs déchets dans un centre de pré collecte (5%), alors que ces pratiques sont presque inexistantes en non loti (1% des ménages font l'un ou l'autre). En non loti, 90% des ménages jettent leurs ordures dans la rue ou sur un tas dans un terrain vague voisin, alors que cette proportion est de 44% des ménages en loti.

Les modes d'approvisionnement en eau sont également très contrastés entre loti et non loti (Tableau 15) : en loti 47% des ménages bénéficient d'un robinet (dans leur domicile ou dans leur cour), le reste des ménages s'approvisionnant aux bornes fontaines (43%), parfois avec des vendeurs d'eau (7%). En non loti, la plupart des ménages utilisent des bornes fontaines (78%), les pompes manuelles (10%), les forages (6%) et les vendeurs d'eau (3%) étant des solutions alternatives.

Conclusion

Ces différents éléments descriptifs montrent que les habitants des zones non loties sont tous aussi urbains que les habitants des zones loties, de par le style d'habitation et de par leurs activités génératrices de revenus. On note bien quelques zones résiduelles d'agriculture dans certains quartiers, mais c'est vrai pour la zone lotie (Tanghin) comme pour la zone non lotie (Polesgo, un village qui vient d'être rattrapé par la ville). Une caractérisation qualitative des quartiers de l'OPO a montré par ailleurs que les habitants du non loti (à part dans les rares zones d'anciens villages) ne se connaissent pas de longue date, et que les habitants ne se regroupent pas en fonction de leur village d'origine (Mondain et al. 2011). Le non loti est un « melting pot » d'origines, un mélange typiquement urbain. Ces différents éléments récussent l'image du non loti comme un « village urbain ». Boyer et Delaunay (2009) parviennent à la même conclusion à l'issue d'une analyse de données d'enquête: ils estiment que les différences entre loti et non loti sont faibles. « Au contraire, il apparaît une homogénéité de la périphérie, les différenciations les plus fortes se faisant entre le centre, la première couronne périphérique et les marges de la ville» (p. 41).

Toutefois, il reste vrai aussi que les habitants des zones non loties sont plus souvent originaires du milieu rural, moins instruits, plus souvent pauvres monétairement ; les conditions sanitaires de leur habitat sont également bien moins bonnes. Pour toutes ces raisons, les habitants des périphéries informelles de Ouagadougou pourraient être soumis à un fardeau particulièrement lourd de maladies et de décès, un fardeau peut-être aussi lourd qu'en milieu rural. Cette question centrale est le thème des investigations du programme de recherche qui a accompagné l'implémentation de l'Observatoire de Population de Ouagadougou.

Références

- Boyer, F. et D. Delaunay (2009). *Ouaga 2009, Peuplement de Ouagadougou et développement urbain*. Rapport provisoire, IRD: 250 p.
- Fournet Florence, Meunier-Nikiema Aude, Gérard Salem. 2008. *Ouagadougou (1850-2004) : une urbanisation différenciée*. Marseille : IRD Editions.
- Guengant J. P. « Evolution passée et future de la ville de Ouagadougou », dans Boyer et Delaunay (2009) *Ouaga 2009, Peuplement de Ouagadougou et développement urbain*. Rapport provisoire, IRD, p. 42-49.
- Hien Pierre Claver, Compaoré Maxime. 2004. *Histoire de Ouagadougou : des origines à nos jours*. Ouagadougou : DISR/ CBRST.
- Mondain N., E. Bologo, S. Randall, B. Gnoumou, O. Ouédraogo. 2010. *Caractérisation des quartiers de l'OPO : une approche qualitative*. www.issp.bf/OPO

Rossier C., A. Soura, B. Lankoande, R. Millogo. 2011. *Observatoire de Population de Ouagadougou. Données du R0, R1 et R2 : rapport descriptif*. www.issp.bf/OPO

Schoumaker B., Beauchemin C. et B. Dabiré. 2002. « Les migrations à Ouagadougou : tendances récentes (1990-2000) », *Ouaga Focus n°30*, UERD, Ouagadougou.